

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

N° 135_AR2026

**OBJET : délégation de signature
Madame Valérie CINQUIN**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2122-8, R.2122-10 et L.2122.30,

Considérant qu'en l'absence ou en cas d'empêchement de ses adjoints, le maire peut donner, par arrêté, délégation de signature à un ou plusieurs agents communaux titularisés dans un emploi permanent pour :

- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, laquelle se définit comme la constatation de la conformité d'une reproduction d'acte avec le document initial ;
- La légalisation de signatures, dans les conditions prévues à l'article L.2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui se définit comme la reconnaissance de la vérité des signatures apposées sur un acte et de la qualité des signataires,

Considérant que conformément à l'article 6 du décret du 3 août 1962 et dans les conditions qui y sont prévues, le maire peut déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, à un ou plusieurs agents communaux titularisés dans un emploi permanent les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier d'état civil pour la réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge des actes de l'état civil,

Vu l'arrêté n°280_AR2023 en date du 27 juin 2023 nommant madame Valérie CINQUIN, adjoint administratif territorial principal de 1^{ère} classe au 7^{ème} échelon à compter du 11 août 2023,

Considérant que pour le bon fonctionnement des services municipaux, il y a lieu de donner délégation de signature à madame Valérie CINQUIN,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à madame Valérie CINQUIN pour :

- *La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, laquelle se définit comme la constatation de la conformité d'une reproduction d'acte avec le document initial ;*
- *La légalisation de signatures, dans les conditions prévues à l'article L.2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui se définit comme la reconnaissance de la vérité des signatures apposées sur un acte et de la qualité des signataires,*
- *La réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge des actes de l'état civil.*

ARTICLE 2 : Cette délégation est conférée et exercée sous la surveillance et la responsabilité du maire.

ARTICLE 3 : Monsieur le directeur général des services est chargé en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera soumis au visa de Madame la Préfète et dont une ampliation sera transmise à l'intéressée et à Monsieur le Procureur de la république près le Tribunal de Grande Instance de Lyon.

Fait à Dardilly, le 1er avril 2026.



**Le maire,
Patrice CROSNIER**



VU POUR ACCORD
Spécimen de signature
Valérie CINQUIN

